



Ministres africains et partenaires du développement examinent le cadre de suivi de la TICAD IV

Gaborone, Botswana, 22 mars 2009 – Des ministres africains et de hauts fonctionnaires japonais conduits par le ministre des Affaires étrangères Hirofumi Nakasone, ainsi que des représentants de pays partenaires, d'institutions régionales et internationales, du secteur privé et de la société civile viennent de conclure une réunion qui a passé en revue les progrès accomplis depuis la présentation du Plan d'action de Yokohama à la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), qui s'est tenue du 28 au 30 mai 2008 à Yokohama.

« Cette réunion se tient sur fond de crise financière mondiale, a averti le Lieutenant Général Mompoti S. Merafhe, vice-président de la République du Botswana. Le Plan d'action de Yokohama comprend un certain nombre de programmes de développement à réaliser au cours des cinq prochaines années. Il n'y a pas de meilleur plan pour réaliser nos ambitions, qui sont d'apporter de l'aide et de lancer l'Afrique sur la voie du développement durable. »

« Même si la crise économique et financière a profondément ébranlé les économies des pays partenaires du développement, des progrès ont été accomplis dans un grand nombre de domaines, s'est réjoui le ministre des Affaires étrangères Nakasone. Je suis absolument convaincu que cette première année de suivi représente un très bon début. »

Le ministre des Affaires étrangères Nakasone a rappelé, au cours de son intervention, que « le Japon a pris des mesures comme la mise à disposition d'un prêt d'un montant maximum de 100 milliards de dollars ÉU au Fonds monétaire international et un Fonds de recapitalisation bancaire de 3 milliards de dollars ÉU lancé par la Société financière internationale (SFI) et la Banque japonaise pour la coopération internationale. Les pays africains sont invités à se servir de ces ressources. » Et il a ajouté : « Nous allons pouvoir encourager plus fortement la croissance économique dans les domaines du développement des infrastructures, des ressources humaines et de l'agriculture. Le Japon apportera un soutien encore plus marqué aux initiatives des pays africains dans des domaines comme le développement communautaire, l'éducation, la santé, ou l'eau et l'assainissement tout en augmentant considérablement l'aide à l'environnement. »

Dans le cadre de ses efforts visant à accélérer le développement de l'Afrique à la lumière de la crise financière et économique mondiale, le gouvernement japonais a déclaré qu'il

mettrait rapidement en place une assistance technique et financière d'un montant de 2 milliards de dollars ÉU.

La réunion ministérielle de suivi de la TICAD IV, première grande manifestation à suivre la TICAD IV, a publié un communiqué dans lequel les participants examinent les progrès accomplis et expriment leurs inquiétudes quant à l'impact négatif de la crise économique et financière en Afrique. Ils ont accueilli chaleureusement l'offre du gouvernement japonais qui a proposé, en tant que co-président, de présenter ce communiqué – lequel reflète les opinions et inquiétudes sur l'impact de la crise économique et financière – au Sommet du G20 qui devrait se tenir le 2 avril à Londres.

Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial pour l'Afrique, a noté qu'« étant donné que 70 pour cent des Africains pauvres vivent en zone rurale, une meilleure production alimentaire et une meilleure productivité agricole seront essentielles pour réduire la pauvreté et encourager la croissance économique. Cela passe par la recherche agricole, une révolution verte, des améliorations dans la fertilité des sols et une aide aux petits fermiers. »

« Un financement substantiel est nécessaire pour que les pays africains puissent faire des investissements publics à l'échelle requise pour réaliser les OMD dans les temps », a signalé Tegegnework Gettu, Sous-Secrétaire général, Administrateur assistant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique, qui a co-présidé la séance plénière sur les OMD. « D'ailleurs, les OMD sont réalisables avec les promesses d'aide actuelles. Mais il faut que la communauté des donateurs fournisse les volumes d'aide auxquels elle s'est engagée. »

Selon le vice-président de la SFI, Thierry Tanoh, « vu l'ampleur de la crise financière, on ne peut se contenter de réactions fragmentaires. Nous devons forger un accord tripartite qui réunisse les gouvernements africains, les Institutions financières internationales et les partenaires bilatéraux, pour mettre l'Afrique à l'abri des pires effets de la crise. »

Lancé à Tokyo en 1993 (TICAD I), le processus de la TICAD a ouvert un dialogue politique de haut niveau entre dirigeants africains et partenaires de développement pour promouvoir la croissance et le développement socioéconomiques de l'Afrique. Le processus a continué avec la TICAD II en 1998, la TICAD III en 2003 et la TICAD IV en 2008. C'est devenu un cadre mondial majeur pour faciliter les initiatives en faveur du développement durable du continent africain. Environ 434 participants, dont plus de 37 représentants au niveau ministériel de 48 pays africains ont assisté à la réunion ministérielle de suivi de la TICAD.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter,

M. Nicholas N. Gouede (chargé de la communication pour les co-organisateur de la TICAD), Bureau Afrique TICAD/PNUD, E-mail : nicholas.gouede@undp.org; tél. mobile à Gaborone : +267 744 00 816